Chézery-Forens : finances de la commune

Commune · Ain (01) · 448 habitants · tranche 200 à 499 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Chézery-Forens affichait un encours de dette de 687 k€, soit 1 534 € par habitant, une épargne brute égale à 46,4 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 1,5 ans.

Dette par habitant
1 534 €
687 k€ au total

Capacité de désendettement
1,5 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
46,4 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 145 € / hab.
513 k€ au total

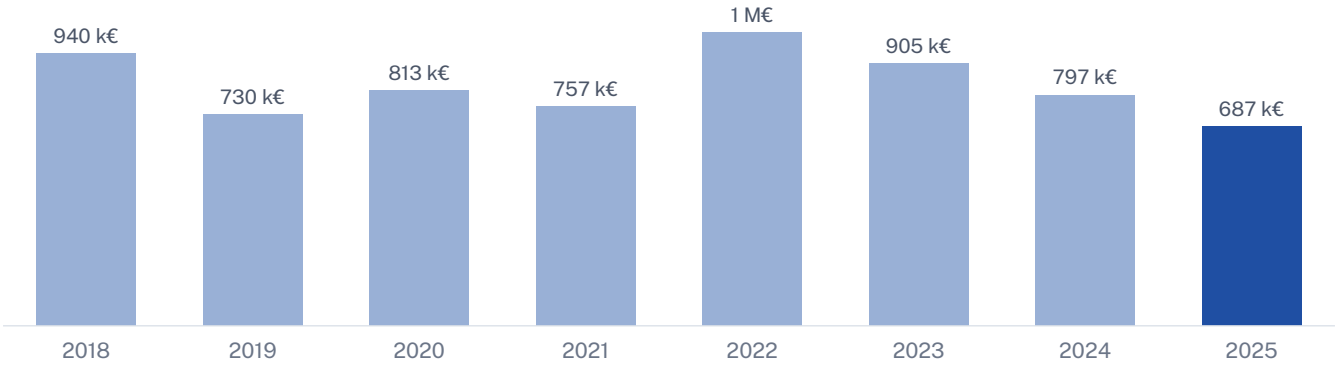
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 9 427 communes de 200 à 499 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 145 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	38,1 %	436 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	46,4 %	992 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	1 534 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	1 538 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	605 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 940 k€ en 2018 à 687 k€ en 2025 (-26,9 %). Valeur la plus haute : 1 M€ en 2022.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	940 k€	40,6 %	3 ans	847 k€
2019	730 k€	34,6 %	3 ans	559 k€
2020	813 k€	36,4 %	2,9 ans	495 k€
2021	757 k€	39,3 %	2,4 ans	678 k€
2022	1 M€	41,7 %	2,6 ans	661 k€
2023	905 k€	44,3 %	2,4 ans	676 k€
2024	797 k€	43,9 %	2 ans	325 k€
2025	687 k€	46,4 %	1,5 ans	689 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Chézery-Forens	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	1 534 €	315 €	+387,9 %
Impôts locaux par habitant	605 €	377 €	+60,2 %
Frais de personnel par habitant	436 €	213 €	+104,8 %
Investissement par habitant	1 538 €	95 €	+1 514,9 %
Taux d'épargne brute	46,4 %	23 %	
Capacité de désendettement	1,5 ans	1,5 ans	

Jumelles : Cuchery (51), Saint-Sulpice-des-Rivoires (38), Looze (89), Marbaix (59), Mons-en-Montois (77), Chelles (60), Villers-Saint-Barthélemy (60), Lescherolles (77), Dolleren (68), Thury-en-Valois (60). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	471	448	−4,9 %	+3,6 %
Dette par habitant	1 550 €	1 534 €	−1 %	−32 %
Impôts locaux par habitant	419 €	605 €	+44,2 %	+20,6 %
Frais de personnel par habitant	368 €	436 €	+18,3 %	+21,2 %
Taux d'épargne brute	34,6 %	46,4 %	+11,8 points	−4,3 points
Capacité de désendettement	3 ans	1,5 ans	−1,5 an	−0,9 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		7 579 €		2 062 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Chézery-Forens	Comparaison
Habitants (2023)	433	−4 % depuis 2012 (département : +11 %)
65 ans ou plus (2023)	19,9 %	département : 19 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	1,2 pour 100 habitants	département : 2,4
Salariés du secteur privé (2025)	15	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	32	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

240 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 80 emplois, soit 39 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	6,4 %	1 %	1,3 %	11,9 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	4,3 %	6,9 %	6,6 %	11,9 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	12,3 %	17,3 %	20,1 %	6 %
Professions intermédiaires	28,9 %	28 %	26,4 %	6 %
Employés	29,4 %	24,6 %	26,1 %	29,8 %
Ouvriers	18,7 %	22,3 %	19,5 %	34,5 %

Professions les plus exercées par les habitants : Auvergne-Rhône-Alpes

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	59 090	1,7 %
Infirmiers en soins généraux salariés	58 490	1,7 %
Secrétaires, employés de la bureautique	56 510	1,6 %
Enseignants titulaires du primaire	50 710	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	50 250	1,4 %
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	45 240	1,3 %
Ouvriers du nettoyage	44 710	1,3 %
Agents de service des établissements de santé	39 960	1,1 %
Conducteurs de poids lourds	39 490	1,1 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	39 470	1,1 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	36 930	1 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	36 680	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Ain (01)) : 12 890 au moins, dont 57,6 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Professionnels de l'animation socioculturelle	788	84,3 %
Aides-soignants	535	77,9 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	502	46,6 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	409	42,3 %
Employés de libre service	397	22,7 %
Agriculteurs	324	77,8 %
Serveurs de cafés restaurants	322	60,2 %

Métier	Projets	Difficiles
Agents d'entretien de locaux	316	30,1 %
Caissiers	232	31,9 %
Magasiniers et préparateurs de commandes peu qualifiés	224	51,3 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Chézery-Forens
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	419 k€ pour 6 projets
Par habitant	936 € (communes de même taille : 215 € ; département : 144 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	26,8 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Marchés publics (2021 à 2025)

Indicateur	Chézery-Forens	Ain	Médiane des communes
Marchés attribués avec une seule offre	0 %	17,9 %	20 %
Marchés d'au moins 40 000 € HT passés sans mise en concurrence	non calculé	1,7 %	0 %
Entreprises titulaires aujourd'hui fermées	non calculé	2,9 %	0 %

Marchés publiés de 2021 à 2025 (données essentielles de la commande publique consolidées, data.gouv.fr) et répertoire Sirene du 01/11/2026. Repères à comprendre, pas des irrégularités.

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.